

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29645]

9 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglant les prélèvements à répercuter sur les dotations accordées par la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'article 75, § 1^{quater} ;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 8 ;

Vu le protocole du 17 décembre 2014 entre l'autorité fédérale, les régions, les communautés et la Commission communautaire commune relatif à l'imputation des dépenses effectuées par les institutions publiques de sécurité sociale pour le compte des régions, des communautés et de la Commission communautaire commune sur les moyens qui sont attribués aux entités fédérées en vertu de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone ;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2014 réglant les prélèvements prévus à l'article 75, § 1^{quater} de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et à l'article 86, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 novembre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 novembre 2015 ;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 30 novembre 2015 ;

Vu l'avis conforme du Gouvernement wallon, donné le 26 novembre 2015 ;

Vu l'avis n°585/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence qui est motivée par la circonstance que l'adoption de ce projet d'arrêté avant le 31 décembre 2015 est indispensable pour permettre l'imputation des dépenses et des recettes en 2015 compte tenu du principe de l'annalité budgétaire imposée par la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi que l'organisation du contrôle de la Cour des comptes et le titre III du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement ;

Considérant qu'il convient de répercuter exactement sur les dotations versées par la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française :

1° les prélèvements découlant de l'application de l'article 75, § 1^{quater}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;

2° l'imputation sur les moyens de la Communauté française des dépenses découlant du protocole du 17 décembre 2014 entre l'autorité fédérale, les régions, les communautés et la Commission communautaire commune relatif à l'imputation des dépenses effectuées par les institutions publiques de sécurité sociale pour le compte des régions, des communautés et de la Commission communautaire commune sur les moyens qui sont attribués aux entités fédérées en vertu de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret spécial du 3 avril 2014 : le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

2° protocole du 17 décembre 2014 : le protocole du 17 décembre 2014 entre l'autorité fédérale, les régions, les communautés et la Commission communautaire commune relatif à l'imputation des dépenses effectuées par les institutions publiques de sécurité sociale pour le compte des régions, des communautés et de la Commission communautaire commune sur les moyens qui sont attribués aux entités fédérées en vertu de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone ;

3° arrêté royal du 19 décembre 2014 : l'arrêté royal du 19 décembre 2014 réglant les prélèvements prévus à l'article 75, § 1^{quater}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et à l'article 86, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone ;

4° arrêtés communautaires :

a) l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 1995 réglant les modalités de liquidation des dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

b) l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2015 réglant les modalités de liquidation des dotations additionnelles à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

5° COCOF : la Commission communautaire française.

Art. 2. A compter du mois de janvier 2015, il est prélevé mensuellement sur les dotations accordées par la Communauté française à la Région wallonne et à la COCOF un montant égal à la part relative au mois concerné du montant de l'estimation des dépenses qui est fixée selon les modalités reprises à l'article 5 du présent arrêté.

Ce montant évoluera en fonction des prélèvements sur les moyens de la Communauté française découlant de l'application de l'arrêté royal du 19 décembre 2014, ainsi que des prélèvements découlant de l'application du Protocole du 17 décembre 2014.

Cette évolution du montant des prélèvements mensuels sera calculée de telle sorte qu'elle répercute exactement l'adaptation des moyens reçus de l'Etat fédéral par la Communauté française pour les compétences transférées à la Région wallonne et à la COCOF en application de l'article 3 du décret spécial du 3 avril 2014, afin que l'impact financier et budgétaire soit neutre pour la Communauté française.

Art. 3. Les prélèvements mensuels visés à l'article 2 sont imputés prioritairement sur les dotations additionnelles visées respectivement à l'article 7, §§ 2 (pour la Région wallonne) et 3 (pour la COCOF), du décret spécial du 3 avril 2014 et, le cas échéant, ensuite sur les dotations visées à l'article 7 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la COCOF.

Art. 4. Lorsqu'un décompte final des dépenses est établi par les Services publics fédéraux concernés ou les Institutions de sécurité sociale, et notamment dès que les membres du personnel ou les activités sont transférés définitivement à la Région ou à la COCOF, le solde négatif ou positif de ce décompte est réparti entre la Région wallonne et la COCOF, chacune pour ce qui la concerne, au moyen d'un prélèvement sur les dotations visées à l'article 3 ou, le cas échéant, d'un remboursement en faveur de la Région wallonne ou de la COCOF, à charge du budget de la Communauté française.

Cette répartition est fixée par arrêté du Gouvernement, après concertation avec la Région wallonne et la COCOF.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant à prélever mensuellement sur les dotations accordées par la Communauté française à la Région wallonne est établi en faisant la somme des éléments suivants :

1° l'estimation provisoire, communiquée par FAMIFED pour le mois concerné, des dépenses de cet organisme afférentes aux missions effectuées pour le compte de la Communauté française en matière d'allocation familiales ;

2° l'estimation provisoire, communiquée par l'INAMI pour le mois concerné, des dépenses de cet organisme afférentes aux missions effectuées pour le compte de la Communauté française en matière de soins aux personnes âgées multipliée par un pourcentage. Ce pourcentage est obtenu en divisant la part de l'estimation annuelle desdites dépenses qui concerne les compétences transférées à la Région wallonne en vertu du décret spécial du 3 avril 2014, par l'estimation annuelle du montant total à prélever sur les dotations de la Communauté française en matière de soins aux personnes âgées dans le cadre du protocole du 17 décembre 2014 ;

3° l'estimation provisoire, communiquée par l'INAMI pour le mois concerné, des dépenses de cet organismes afférentes aux missions effectuées pour le compte de la Communauté française en matière de soins de santé et d'aide aux personnes multipliée par un pourcentage. Ce pourcentage est obtenu en divisant la part de l'estimation annuelle desdites dépenses qui concerne les compétences transférées à la Région wallonne en vertu du décret spécial du 3 avril 2014, par l'estimation annuelle du montant total à prélever sur les dotations de la Communauté française en matière de soins de santé et d'aide aux personnes dans le cadre du protocole du 17 décembre 2014 ;

4° un douzième du montant correspondant aux dépenses en matière d'Affaires sociales reprises pour la Communauté française dans l'arrêté royal du 19 décembre 2014 ;

§ 2. Le montant à prélever mensuellement sur les dotations accordées par la Communauté française à la COCOF s'établit en faisant la somme des éléments suivants :

1° l'estimation provisoire, communiquée par l'ONEM pour le mois concerné, des dépenses de cet organisme afférentes aux missions effectuées pour le compte de la Communauté française en matière d'interruption de carrière multipliée par un pourcentage. Ce pourcentage est obtenu en divisant la part de l'estimation annuelle desdites dépenses qui concerne les compétences transférées à la COCOF en vertu du décret spécial du 3 avril 2014, par l'estimation annuelle du montant total à prélever sur les dotations de la Communauté française en matière d'interruption de carrière dans le cadre du protocole du 17 décembre 2014 ;

2° l'estimation provisoire, communiquée par l'INAMI pour le mois concerné, des dépenses de cet organisme afférentes aux missions effectuées pour le compte de la Communauté française en matière de soins aux personnes âgées multipliée par un pourcentage. Ce pourcentage est obtenu en divisant la part de l'estimation annuelle desdites dépenses qui concerne les compétences transférées à la COCOF en vertu du décret spécial du 3 avril 2014, par l'estimation annuelle du montant total à prélever sur les dotations de la Communauté française en matière de soins aux personnes âgées dans le cadre du protocole du 17 décembre 2014 ;

3° l'estimation provisoire, communiquée par l'INAMI pour le mois concerné, des dépenses de cet organisme afférentes aux missions effectuées pour le compte de la Communauté française en matière de soins de santé et d'aide aux personnes multipliée par un pourcentage. Ce pourcentage est obtenu en divisant la part de l'estimation annuelle desdites dépenses qui concerne les compétences transférées à la COCOF en vertu du décret spécial du 3 avril 2014, par l'estimation annuelle du montant total à prélever sur les dotations de la Communauté française en matière de soins de santé et d'aide aux personnes dans le cadre du protocole du 17 décembre 2014.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 7. Le Ministre qui a le Budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29645]

9 DECEMBER 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de inhoudingen op de dotaties die door de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie worden toegekend

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 75, § 1 quater;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen, artikel 8;

Gelet op het protocol van 17 december 2014 tussen de federale overheid, de gewesten, de gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanrekening van de door de openbare instellingen van sociale zekerheid voor rekening van de gewesten, de gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie uitgevoerde uitgaven op de middelen die krachtens de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap aan de deelgebieden worden toegekend;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2014 tot regeling van de inhoudingen voorzien in artikel 75, § 1 quater, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en artikel 86, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 november 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 november 2015;

Gelet op het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gegeven op 30 november 2015;

Gelet op het eensluidend advies van de Waalse Regering, gegeven op 26 november 2015;

Gelet op het advies nr. 585/2 van de Raad van State, gegeven op 7 december 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is dat ontwerp van besluit vóór 31 december 2015 goed te keuren om de aanrekening van de uitgaven en ontvangsten in 2015 mogelijk te maken, rekening houdend met het eenjarigheidsbeginsel, opgelegd door de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, en titel III van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de volgende nauwkeurige aanrekeningen dienen te worden verricht op de dotaties die door de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie worden uitbetaald :

1° de inhoudingen voortvloeiend uit de toepassing van artikel 75, § 1 quater, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

2° de aanrekening op de middelen van de Franse Gemeenschap van de uitgaven voortvloeiend uit het protocol van 17 december 2014 tussen de federale overheid, de gewesten, de gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanrekening van de door de openbare instellingen van sociale zekerheid voor rekening van de gewesten, de gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie uitgevoerde uitgaven op de middelen die krachtens de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap aan de deelgebieden worden toegekend;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° bijzonder decreet van 3 april 2014 : het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

2° protocol van 17 december 2014 : het protocol van 17 december 2014 tussen de federale overheid, de gewesten, de gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanrekening van de door de openbare instellingen van sociale zekerheid voor rekening van de gewesten, de gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie uitgevoerde uitgaven op de middelen die krachtens de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap aan de deelgebieden worden toegekend;

3° koninklijk besluit van 19 december 2014 : het koninklijk besluit van 19 december 2014 tot regeling van de inhoudingen voorzien in artikel 75, § 1 quater, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en artikel 86, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

4° gemeenschapsbesluiten :

a) het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 1995 tot regeling van de nadere regels voor de uitbetaling van de dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

b) het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2015 tot regeling van de nadere regels voor de vereffening van de bijkomende dotaties aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. Te rekenen vanaf de maand januari 2015, wordt maandelijks op de dotaties die door de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie worden toegekend, een bedrag ingehouden dat gelijk is aan het deel betreffende de bedoelde maand van het bedrag van de raming van de uitgaven dat wordt vastgesteld volgens de in artikel 5 van dit besluit nader bepaalde regels.

Dat bedrag zal evolueren naar gelang van de inhoudingen op de middelen van de Franse Gemeenschap die voortvloeien uit de toepassing van het koninklijk besluit van 19 december 2014, alsook uit de inhoudingen voortvloeiend uit de toepassing van het protocol van 17 december 2014.

Die evolutie van het bedrag van de maandelijke inhoudingen zal zodanig worden berekend dat ze nauwkeurig overeenstemt met de aanpassing van de middelen die de federale overheid aan de Franse Gemeenschap toekent voor de bevoegdheden die aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie worden overgedragen met toepassing van artikel 3 van het bijzonder decreet van 3 april 2014, opdat de financiële en budgettaire weerslag neutraal zou zijn voor de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde maandelijke inhoudingen worden bij voorrang aangerekend op de bijkomende dotaties die bedoeld zijn in respectief artikel 7, §§ 2 (voor het Waalse Gewest) en 3 (voor de Franse Gemeenschapscommissie), van het bijzonder decreet van 3 april 2014, en, in voorkomend geval, dan op de dotaties bedoeld in artikel 7 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 4. Wanneer een eindafrekening van de uitgaven wordt opgemaakt door de betrokken federale overheidsdiensten of de instellingen voor sociale zekerheid, inzonderheid zodra de personeelsleden of de activiteiten definitief aan het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen zijn, wordt het nadelig of batig saldo van die afrekening over het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, elk afzonderlijk, verdeeld door middel van een inhouding op de in artikel 3 bedoelde dotaties, of, in voorkomend geval, een terugbetaling ten gunste van het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschapscommissie, ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Die verdeling wordt bij besluit van de Regering vastgesteld, na overleg met het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 5. § 1. Het bedrag dat maandelijks in te houden is op de dotaties die door de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest worden toegekend, wordt vastgesteld door het optellen van de volgende bestanddelen :

1° de voorlopige raming, die door FAMIFED voor de bedoelde maand wordt meegedeeld, van de uitgaven van die instelling in verband met de opdrachten uitgevoerd voor rekening van de Franse Gemeenschap inzake kinderbeijlagen;

2° de voorlopige raming, die door het RIZIV voor de bedoelde maand wordt meegedeeld, van de uitgaven van die instelling in verband met de opdrachten, uitgevoerd voor rekening van de Franse Gemeenschap inzake bejaardenzorg, vermenigvuldigd met een percentage. Dat percentage wordt gekregen door het deel van de jaarlijkse raming van die uitgaven in verband met de bevoegdheden die aan het Waalse Gewest worden overgedragen krachtens het bijzonder decreet van 3 april 2014 te delen door de jaarlijkse raming van het totaal bedrag dat in te houden is op de dotaties van de Franse Gemeenschap inzake bejaardenzorg in het kader van het protocol van 17 december 2014;

3° de voorlopige raming, die door het RIZIV voor de bedoelde maand wordt meegedeeld, van de uitgaven van die instelling in verband met de opdrachten, uitgevoerd voor rekening van de Franse Gemeenschap inzake gezondheidszorg en hulp aan personen, vermenigvuldigd met een percentage. Dat percentage wordt gekregen door het deel van de jaarlijkse raming van die uitgaven in verband met de bevoegdheden die aan het Waalse Gewest worden overgedragen krachtens het bijzonder decreet van 3 april 2014 te delen door de jaarlijkse raming van het totaal bedrag dat in te houden is op de dotaties van de Franse Gemeenschap inzake gezondheidszorg en hulp aan personen in het kader van het protocol van 17 december 2014;

4° één twaalfde van het bedrag, overeenstemmend met de uitgaven voor sociale zaken die voor de Franse Gemeenschap in het koninklijk besluit van 19 december 2014 worden vermeld;

§ 2. Het bedrag dat maandelijks in te houden is op de dotaties die door de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie worden toegekend, wordt vastgesteld door het optellen van de volgende bestanddelen :

1° de voorlopige raming, die door de RVA voor de bedoelde maand wordt meegedeeld, van de uitgaven van die instelling in verband met de opdrachten, uitgevoerd voor rekening van de Franse Gemeenschap inzake loopbaanonderbreking, vermenigvuldigd met een percentage. Dat percentage wordt gekregen door het deel van de jaarlijkse raming van die uitgaven in verband met de bevoegdheden die aan de Franse Gemeenschapscommissie worden overgedragen krachtens het bijzonder decreet van 3 april 2014 te delen door de jaarlijkse raming van het totaal bedrag dat in te houden is op de dotaties van de Franse Gemeenschap inzake loopbaanonderbreking in het kader van het protocol van 17 december 2014;

2° de voorlopige raming, die door het RIZIV voor de bedoelde maand wordt meegedeeld, van de uitgaven van die instelling in verband met de opdrachten, uitgevoerd voor rekening van de Franse Gemeenschap inzake bejaardenzorg, vermenigvuldigd met een percentage. Dat percentage wordt gekregen door het deel van de jaarlijkse raming van die uitgaven in verband met de bevoegdheden die aan de Franse Gemeenschapscommissie worden overgedragen krachtens het bijzonder decreet van 3 april 2014 te delen door de jaarlijkse raming van het totaal bedrag dat in te houden is op de dotaties van de Franse Gemeenschap inzake bejaardenzorg in het kader van het protocol van 17 december 2014;

3° de voorlopige raming, die door het RIZIV voor de bedoelde maand wordt meegedeeld, van de uitgaven van die instelling in verband met de opdrachten, uitgevoerd voor rekening van de Franse Gemeenschap inzake gezondheidszorg en hulp aan personen, vermenigvuldigd met een percentage. Dat percentage wordt gekregen door het deel van de jaarlijkse raming van die uitgaven in verband met de bevoegdheden die aan de Franse Gemeenschapscommissie worden overgedragen krachtens het bijzonder decreet van 3 april 2014 te delen door de jaarlijkse raming van het totaal bedrag dat in te houden is op de dotaties van de Franse Gemeenschap inzake gezondheidszorg en hulp aan personen in het kader van het protocol van 17 december 2014.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 7. De Minister bevoegd voor de begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 december 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT